

Séance ordinaire du mercredi 19 décembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL

Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2 dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et en référence à la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, la Ville de Montpellier est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable.

La présentation de ce rapport s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Le présent rapport dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de la Ville de Montpellier pour l'année 2018. Il renseigne annuellement plusieurs indicateurs de suivi et dessine les perspectives envisagées par la Ville pour l'année 2019.

Les actions mises en place par la Ville dans le cadre des cinq thèmes en transversalité du rapport de développement durable, sont les suivantes :

Sur le plan du **changement climatique**, l'ONU ayant annoncé que nous ne disposions que de deux ans pour changer de modèle de développement, la Ville de Montpellier développe des politiques publiques qui préparent l'émergence de la ville résiliente, « bas carbone et à haute qualité de vie pour tous ». Par exemple, concernant l'énergie, secteur très émetteur, depuis 1985 la Ville développe sa politique de maîtrise de l'énergie qui génère simultanément des bénéfices écologiques et une économie cumulée nette de 67 millions d'euros TTC.

En complément, elle bâtit des écoles à énergie positive : en 2018, l'école Germaine RICHIER est inaugurée dans le quartier Ovalie, et devient productrice d'énergie. La recette cumulée de l'ensemble des sites municipaux producteurs d'électricité renouvelable est de 198 140 euros. Les bâtiments existants font l'objet parallèlement d'améliorations continues, notamment, dans le cadre du plan chaleur. Les effets du réchauffement climatique et les risques de canicule sont traités : la ville analyse, depuis 2016, le comportement de plusieurs bâtiments durant la saison estivale. Cela a permis, en 2018, de proposer un plan d'actions sur 4 ans, incluant la création de plafonds rafraichissants dans des dortoirs de crèches et de maternelles, l'installation de brises soleil pour les façades vitrées exposées, la rénovation de systèmes de ventilation, ainsi que la climatisation de certains bureaux. Il est également proposé de travailler avec les usagers sur les bonnes pratiques pour un meilleur confort de tous. Ainsi la ville progresse dans l'élaboration de son « plan chaleur ».

Concernant l'eau, la ville pratique depuis 2007, la maîtrise des consommations d'eau sur ses propres équipements par la relève des compteurs, la gestion technique centralisée (GTC), la séparation des compteurs, le suivi des factures. Les recettes cumulées liées à ces économies avoisinent les 2 236 000 euros, soit l'équivalent de 580 958 m³ d'eau économisés depuis 2007.

Afin de réduire la consommation énergétique et les émissions de gaz à effet de serre du secteur du transport, la Ville travaille aux côtés de la Métropole, à associer systématiquement les projets de transport à ceux d'urbanisme. Les aires piétonnes ont été étendues, dans ce contexte, à l'échelle de la Ville centre, ce qui la classe aujourd'hui au rang des espaces urbains nationalement les mieux dotés en zones piétonnes. Concernant les déplacements internes à la collectivité, la Ville mène depuis une dizaine d'années un plan qui a conduit à réduire le nombre de véhicules et la consommation de carburant en volume de plus de 20% en 10 ans. Ce résultat a été obtenu par la création de pools de véhicules partagés, la formation des agents à l'éco conduite et les reports modaux, notamment vers les vélos à assistance électriques (VAE).

En matière de préservation des personnes et de la biodiversité, le contexte 2018 est marqué par l'annonce alarmiste du monde scientifique, sur l'accélération du déclin d'espèces sensibles, notamment les pollinisateurs qui tiennent un rôle clé dans la chaîne alimentaire. Pour répondre à ces enjeux vitaux, l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) est une des mesures phare de la loi sur la biodiversité de 2015 et la Ville de Montpellier a été désignée comme l'un des trois pôles nationaux pour accueillir l'Agence. En effet, Montpellier se situe dans le bassin méditerranéen, qui est l'un des 35 hot-spots de biodiversité de la planète, et qui possède une flore et faune exceptionnelle, dont plus de la moitié des espèces se trouve uniquement dans la région. Malgré une pression démographique très forte, Montpellier a su préserver de nombreux espaces verts et naturels. Ces espaces se développent sur 950 ha soit **17% de la surface totale de la ville**. Afin de préserver la biodiversité présente sur son territoire et d'économiser les ressources en eau notamment, la ville de Montpellier est engagée dans une gestion écologique de ses espaces verts et naturels et développe de nombreux projets pédagogiques et éducatifs avec les habitants.

En 2018, répondant à l'appel de l'association « Un million d'arbres », la municipalité a présenté la première action du plan de végétalisation de la ville : planter 1 000 arbres chaque année au printemps dans tous les quartiers, avec les enfants et les montpelliérains. Autre action phare initiée en 2018, le permis de végétaliser dans le cadre de « Montpellier Cité Jardins », qui permet à chacun de verdir la Ville par de multiples actions.

Concernant le Zoo du Lunaret, un parcours pour un troupeau de moutons a été mis en place, dans plusieurs parcelles du parc, selon un plan de gestion pastoral établi en collaboration avec des écoles d'agronomie de la Ville.

Par ailleurs, concernant la gestion du risque et des personnes, la Ville articule son action autour de trois axes que sont : la prévention du risque incendie de forêt, la préparation et la gestion d'un événement de sécurité civile et l'information préventive des risques majeurs auprès des populations.

La sensibilisation au risque des habitants, et en particulier des enfants, est essentielle pour communiquer sur les risques majeurs et participer à transmettre la mémoire des événements passés notamment auprès des nouveaux arrivants que la Ville de Montpellier accueille chaque année et qui méconnaissent les spécificités du territoire.

Un kit d'animation sur les risques majeurs a été produit par la Ville de Montpellier pour le temps périscolaire et extrascolaire des écoles municipales en cohérence avec les Plans Particuliers de Mise en Sécurité (PPMS). Pour l'occasion, 3 500 pochettes « mon kit d'urgence, mes papiers importants » ont été déjà distribués auprès des écoles municipales et centres de loisirs.

Par ailleurs, dans le cadre du Programme d'Action de Prévention contre les Inondations (PAPI), des actions de sensibilisation sur le cycle de l'eau et ses dangers sont également assurées sur la commune par le Syndicat du bassin du Lez (SYBLE) en s'appuyant sur des outils pédagogiques innovants et des sorties terrain sur la rivière la plus proche de l'établissement scolaire.

Au titre de la cohésion sociale et de la solidarité entre les territoires et les générations, la Ville de Montpellier tend vers un développement durable, inspiré du Rapport Brundtland, qui porte en lui la notion de solidarité et de partage des richesses naturelles. La réponse aux besoins des uns ne doit pas aller à l'encontre des capacités des autres à répondre à leurs propres besoins.

Sur le plan social, l'accession à prix abordable est privilégiée : 120 logements vont sortir de terre prochainement. Sur le plan climatique, pour limiter la durée des périodes d'inconfort l'été, il s'agit **d'aménager et de bâtir** en respectant des principes constructifs de base via une conception bioclimatique, comme dans les éco quartiers, tels que le nouveau quartier « Rive gauche » que la Ville a initiée et que la SA3M aménage. Il s'agit aussi de rafraîchir naturellement le territoire, le réseau vert (TVB) qui reliera les espaces verts entre eux, y contribuent. Dans une ville en forte croissance démographique et économique, les actions d'aménagement et de construction sont essentielles. Leurs incidences sur les indicateurs planétaires sont parmi les plus fortes (réchauffement climatique, consommations énergétiques, gestion de l'eau, pollutions...).

Les enjeux sociaux et sociétaux sont nombreux **dans la prise en charge des publics**. L'analyse des besoins sociaux permettent à la Ville de maintenir ses actions et son maillage territorial et d'innover pour répondre au plus près à ces besoins et aux attentes des concitoyens au travers des 7 grands quartiers. Une réflexion collaborative et participative s'est mise en œuvre entre les directions et services de la collectivité pour favoriser la cohésion et le lien social. A Montpellier, l'action publique sociale s'articule autour de trois grands registres d'intervention qui ont vocation à structurer **la stratégie émergente de cohésion sociale** de la ville :

- *Permettre à chacun de réaliser son parcours de vie et prévenir les ruptures de parcours ;*
- *Développer le lien intergénérationnel pour affirmer la double vocation de Montpellier ;*
- *Développer l'animation des quartiers, espaces communs du vivre ensemble, de la solidarité, de l'engagement collectif.*

Les illustrations 2018 sont nombreuses, avec le Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale DEMOS, les projets Nutrition-santé, ou encore la lutte contre les facteurs de risque de cancers. Retenons également, la création, par le CCAS, d'un Service Local en faveur de la Maîtrise de l'Energie (SLIME), afin de lutter contre la précarité énergétique. La création de « Vill'âges connectés », un tiers-lieu pour lutter contre la fracture numérique et créer du lien social, est également emblématique de l'innovation sociale en cours. Les colocations expérimentées en EHPAD permettent, quant à elles, de favoriser le soutien au lien intergénérationnel. Enfin, l'action phare de mobilisation des habitants autour d'un projet qui démontre que nous sommes tous « acteurs de la propreté », menée aux Cévennes par la Maison pour tous Paul Emile Victor, présente-t-elle aussi un grand intérêt. Elle pourrait devenir une action reproductible à l'échelle de la Ville, pour compléter la lutte contre l'incivilité et la propagation des déchets errants, au sein des espaces publics et naturels et dans les rivières, jusqu'à la mer.

L'enjeu de l'épanouissement de tous les êtres humains est au centre des préoccupations relatives au développement durable. Les collectivités et tout particulièrement les communes ont un rôle important à jouer dans la poursuite de cette finalité. Elles sont au plus près des habitants et peuvent répondre à nombre de leurs aspirations, au-delà de la satisfaction de leurs besoins essentiels (se nourrir, se vêtir, se loger, se soigner). Elles doivent permettre ou favoriser l'accès aux soins, à l'éducation, aux sports et à la culture, aux loisirs, et à une alimentation équilibrée pour les plus jeunes notamment.

En matière de santé des citoyens, Montpellier est une ville active, à travers de nombreuses initiatives : une cinquantaine de défibrillateurs ont été installés dans les structures municipales, des collectes de sang et de plasma sont régulièrement organisées en lien avec l'Etablissement Français du Sang (EFS), des formations au massage cardiaque de masse ont été initiées. Montpellier est également membre actif du réseau "Villes Santé" OMS qui soutient la conduite de politiques favorables à la santé et à la qualité de vie urbaine. La ville au travers du Service Communal Hygiène et Santé (SCHS), lutte contre l'habitat indigne, le bruit ... Par ailleurs, la troisième édition de l'opération « J'agis pour ma Santé » a été menée en 2018, auprès de 600 enfants dans trois écoles.

L'accès à une alimentation de qualité pour les enfants s'accompagne en 2018 de la poursuite de la mise en œuvre d'un vaste plan de lutte contre le gaspillage alimentaire dans les cantines scolaires, ainsi qu'un plan de formation des agents de la direction de l'Education afin d'accroître la mobilisation de tout le personnel. Une baisse de 24% du gaspillage par rapport à l'état des lieux réalisé en 2016 a été constatée cette année. De plus, il est demandé, dans les cahiers des charges du marché alimentaire, de privilégier les circuits-courts et les producteurs locaux. De même, un repas alternatif sans protéines animales est servi dans les restaurants scolaires une fois par mois. L'ensemble de ces actions favorise la baisse des émissions ainsi que les économies d'eau.

Par ailleurs, la valorisation des bio déchets a aujourd'hui atteint les 200 tonnes /an. Montpellier vise ainsi un territoire « zéro gaspi » et mène une action qui est une première nationale, en adoptant les barquettes biocompostables et 100% valorisables.

De même, les marchés de plein vent et les halles, soutien à la production locale, favorisent autant l'économie que la santé. Un pôle de transformation alimentaire est également officiellement inauguré au Marché d'Intérêt national de Montpellier, ce qui est unique en France pour des produits locaux.

Concernant le sport, la ville développe et améliore la pratique de plus de 50 disciplines sportives accessibles à tous dans les 270 équipements construits et entretenus par la municipalité, avec un programme annuel d'animations.

La Ville de Montpellier veille également à mener des politiques inclusives et au service de tous en soutenant des initiatives citoyennes sous toutes leurs formes (jeunesse, associations, ...). Sur le plan culturel, l'Agora

des Savoirs œuvre, depuis deux ans, à ouvrir les consciences à la connaissance des enjeux climat, biodiversité et aux nouveaux modèles et paradigmes sociétaux.

Porter une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables est la cinquième finalité du développement durable : elle invite les collectivités à adopter des modes de production et de consommation responsables, dans leur fonctionnement interne et par les services qu'elles rendent aux entreprises et à la population. Ainsi, les nouvelles halles Laissac, mises en service le 1^{er} décembre 2018, dont le projet architectural a fait l'objet de concertation approfondie entre les habitants, les commerçants et la Ville, ont une architecture d'inspiration bioclimatique dans le but de limiter fortement leur consommation d'énergie: très lumineuses, ventilées naturellement en été afin de rafraîchir l'espace avec l'aide de brise-soleil et l'ouverture de lanterneaux, elles seront également productrices d'électricité par des panneaux photovoltaïques en toiture.

En 2018, la Ville initie en synergie avec la Métropole, une démarche d'écoresponsabilité dans l'organisation interne, comme territoriale d'événements et de manifestations (sports, culture, loisirs...), avec un objectif de forte réduction de l'impact de ces événements sur l'environnement.

La Ville de Montpellier développe également au travers de son programme de dématérialisation, une réponse au gaspillage potentiel du papier. De même, dans sa politique d'achats, elle invite les fournisseurs à signer la charte « Objectif CO² » pour réduire leurs émissions pour le climat.

La Ville vise aussi la réduction de ses déchets à la source par le biais d'opérations d'information et de sensibilisation : en 2018, des éco-messagers sont allés à la rencontre des habitants. L'enjeu est de tendre vers une économie plus circulaire (matières premières secondaires) et de développer d'avantage d'écoconception, pour que les déchets non réutilisables soient davantage réduits. Dans sa communication, la Ville limite aussi son impact, notamment au travers du format choisi pour ses supports de communication (Montpellier Notre Ville) afin de diminuer le volume de matière première, mais aussi en utilisant du papier recyclé, qui consomme nettement moins de ressources naturelles. L'imprimerie municipale conserve également son label Imprim'Vert®, par un engagement à ne pas utiliser de produits étiquetés "toxiques".

Pour répondre aux 5 finalités du développement durable, le cadre de référence national définit 5 éléments déterminants de démarche :

› La **participation** des acteurs du territoire et de la population : collectivités infra et supra territoriales, élus, techniciens, population, acteurs associatifs, économiques, financeurs... La gouvernance des projets est de plus en plus participative à l'échelle de notre ville, notamment au travers des Conseils Citoyens, des Conseils de quartier, des plans d'action de Quartier, du Conseil Municipal d'Enfants, du Conseil de vie sociale du CCAS, des réunions publiques... Notons, pour exemple, que le montant du budget participatif mis en œuvre par la Ville en 2018, pour financer les projets des conseils de quartier, s'élève à 600 000 €. Parmi les projets inscrits: des city stades (Grisettes, Malbosc), des travaux d'aménagement, des jardins partagés, des micros fleurissement, des aires de jeux pour enfants, une opération de sensibilisation à la préservation de l'environnement.

› L'organisation du **pilotage** et de la **transversalité** de la démarche de développement durable. Le mode projet caractérise nombre d'actions que la Ville met en place, notamment autour du climat, et chaque projet dispose d'un comité de Pilotage pluridisciplinaire, en fonction des thèmes.

› La **transversalité des approches** : celle-ci est traitée par la Ville sur de nombreux sujets comme la mobilité, l'énergie, les déchets, ainsi que l'éco responsabilité.

› L'**Evaluation partagée** et la **stratégie d'amélioration continue** : le rapport de développement durable catalyse les évaluations menées dans les différentes compétences portées par la Ville et sont accessibles au public sur le site de la Ville.

› **La Stratégie d'amélioration continue** : La rédaction du rapport de développement durable permet chaque année de rendre visible les actions d'amélioration portées par les services au travers des indicateurs et de la rubrique perspective.

L'approche systémique inhérente au développement durable, permet ainsi de mettre l'accent sur les interactions entre les divers secteurs d'action de notre collectivité, pour en appréhender les impacts positifs, neutres ou négatifs, et alimenter la démarche de progrès de la Ville, en quête d'exemplarité.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du rapport du développement durable.

Le Conseil municipal prend acte du rapport.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Affaire 1 - Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2018.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20181219-68267-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/12/18
Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.